Compte-rendu du Conseil Municipal du Jeudi 07 Juillet 2016, à 18h10 en mairie de Saint-Nazaire

Présents : Gérald MISSOUR, Bernard SCHAEFFNER, Didier HUOT, Vincent LEVANTERI, Danielle COURROYE, Jean-Bernard COMBA, Marie-Diane ALLEMAND, Hélène ORNIA, Didier AZNAR, Brigitte ROUVIER.

Procurations : Imane LAHMAM à Gérald MISSOUR ; Audrey BLANCHER à Marie-Diane ALLEMAND, Franck ALLAINE à Vincent LEVANTERI.

Absent : Philippe GRANDMOUGIN

Secrétaire de séance : Didier AZNAR

Question 1 : Modifications statutaires du SIVU du Massif Bagnolais portant modification du périmètre.

Rapporteur : Vincent LEVANTERI

Vu la loi n°2015-991 du 07 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment l'article 40,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n°90-01858 du 28 novembre 1990 portant création du syndicat intercommunal à vocation unique du massif bagnolais,

Vu l'arrêté préfectoral n°2016003-B1-001 du 30 mars 2016 portant adoption du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Gard,

Considérant que le SDCI du Gard prévoit l'extension du périmètre du SIVU du Massif Bagnolais aux Communes d'AIGUEZE, CARSAN, CORNILLON, GOUDARGUES, ISSIRAC, LA ROQUE SUR CEZE, LAVAL SAINT ROMAN, LE GARN, MONTCLUS, SAINT ALEXANDRE, SAINT ANDRE DE ROQUEPERTUIS, SAINT ANDRE D'OLERARGUES, SAINT CHRISTOL DE RODIERES, SAINT GERVAIS, SAINT JULIEN DE PEYROLAS, SAINT LAURENT DE CARNOLS, SAINT MARCEL DE CAREIRET, SAINT MICHEL D'EUZET, SAINT PAULET DE CAISSON, SALAZAC et VERFEUIL.

Il est proposé d'approuver la modification et l'extension du périmètre du SIVU du MASSIF Bagnolais aux communes précitées.

Approuvé à l'unanimité

Question 2 : Convention d'occupation temporaire des locaux par le Conseil Départemental du Gard / Assistante Sociale

Rapporteur : Danielle COURROYE

Dans le cadre des entretiens individuels, l'assistante sociale du service social territorial de Bagnols-sur-Cèze est amenée à recevoir du public dans diverses communes en dehors du centre médico-social. Afin de lui permettre d'assurer une permanence, la Commune de Saint-Nazaire doit formaliser par une convention une mise à disposition d'un bureau au Conseil Départemental à cet effet au sein de l'Hôtel de Ville.

Il est proposé d'approuver cette convention et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer.

Approuvé à l'unanimité

Question 3 : Extension du périmètre de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien à la Commune de Saint-Laurent-des-Arbres

Rapporteur : Gérald MISSOUR

Vu la loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment son article 35,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.5210-1-1,

Vu l'arrêté préfectoral modifié n°00-3580 du 18 Décembre 2000 portant constitution de la Communautés de Commune de la Côte du Rhône Gardoise,

Vu l'arrêté préfectoral n°2012-198-0004 du 16 juillet 2012 portant fusion de cinq communautés de Communes du Gard rhodanien, extension à trois communes et transformation en Communautés d'Agglomération à la date du 1^{er} Janvier 2013,

Vu l'arrêté préfectoral n°20163003-B1-001 du 30 mars 2016 portant adoption du µSchéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Gard,

Considérant que SDCI prévoit la modification de périmètre de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien par extension à la Commune de Saint-Laurent-des-Arbres,

Vu l'arrêté préfectoral n°20160604-B1-002 portant projet d'extension de périmètre de la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien à la Commune de Saint-Laurent-des-Arbres,

Il est proposé de se prononcer sur ce nouveau périmètre.

Approuvé à l'unanimité

Question 4 : Modification du périmètre du Syndicat Mixte d'Electricité du Gard (SMEG)

Rapporteur : Jean-Bernard COMBA

Vu la loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment son article 40,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n°2013-352-0006 du 05 Août 2013, portant fusion de trois syndicats d'électricité pour créer le Syndicat Mixte d'Electricité du Gard et notamment son article 17,

Vu le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Gard adopté par arrêté préfectoral n°20163003-b1-001 du 30 mars 2016 qui prévoit l'extension du périmètre du Syndicat Mixte d'Electricité du Gard aux commune de Nîmes et Uzès,

Vu l'arrêté préfectoral n°201604404-B1-001 portant projet de modification de périmètre du Syndicat Mixte d'Electricité du Gard,

Il est proposé de se prononcer sur l'extension du périmètre du Syndicat Mixte d'Electricité du Gard aux communes de Nîmes et Uzès.

Approuvé à l'unanimité

Question 5: Convention de mise à disposition du Complexe la Bioune à une Association.

Rapporteur : Vincent LEVANTERI

Madame Chantal LIENART, Présidente de l'association « Loisirs culturels et sportifs » dont le siège est à Vénéjan, nous a sollicité sur la possibilité d'occuper notre complexe socio-culturel de la Bioune (hors partie Cantine) pour l'année 2016-2017 les mercredis matin de 10h45 à 11h45 afin d'organiser des cours de gym douce, la salle coutumièrement utilisée à Vénéjan étant en travaux pour une longue période.

Pour ce faire, il est proposé une convention de mise à disposition de nos locaux.

Il est proposé d'approuver cette convention et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer.

Approuvé à l'unanimité

Question 6 : Annulation de la redevance d'occupation du domaine public applicable aux commerçants itinérants, ou toute personne désirant y exercer une activité lucrative

Rapporteur : Gérald MISSOUR

Une redevance d'occupation du domaine public applicable aux commerçants itinérants et ou toute personne désirant y exercer une activité lucrative avait été mise en place par la Commune par délibération n°11 du 23 septembre 2009.

Cette redevance était fixée à 5 euros par occupation du domaine public.

Il est proposé à compter du 1^{er} juillet 2016, de rendre gratuite l'occupation du domaine public aux commerçants itinérants ainsi qu'à toute personne désirant y exercer une activité lucrative. Cette occupation du domaine public se fera toujours à la condition de l'obtention d'une autorisation par la mairie.

Une remarque de Brigitte ROUVIER concernant la taxe professionnelle payée par les commerçants de SAINT-NAZAIRE et Bernard SCHAEFFNER qui propose de laisser la redevance en l'état. Mr le maire répond à cela que comme nous proposons aujourd'hui la gratuité nous pouvons très bien revenir sur cette décision en cas de besoin.

Approuvé à la majorité (2 Abstentions)

Question 7 : Suppression du budget CCAS de la Commune

Rapporteur : Gérald MISSOUR

La loi 2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) supprime, dans son article 79, l'obligation pour les communes de moins de 1500 habitants de disposer d'un CCAS. Il serait donc opportun de supprimer ce budget à compter du 1^{er} janvier 2016 et de l'intégrer comme cela a été fait dans le budget de la Commune, d'autant que les opérations financières sont peu importantes.

Il est proposé d'appliquer cette simplification administrative proposée par le Législateur à notre Commune à compter du 1^{er} janvier 2016

Bernard SCHAEFFNER maintien que par conviction sociale il est contre cette décision

Approuvé à la majorité (1 Contre)

Question 8 : Subvention d'équipement au Syndicat d'eau potable du Haut Gard

Rapporteur : Didier HUOT

Les études menées à l'occasion des schémas directeurs des Syndicats de Saint-Alexandre – Carsan-Vénéjan – Saint-Nazaire avaient mis en évidence un retard d'investissement dans les communes de Saint-Nazaire et Vénéjan. Au vu de ce constat et après discussion, le Comité Syndical d'eau potable du Haut-Gard, dont notre Commune est membre, a décidé le versement pour notre commune et celle de Vénéjan d'une subvention d'équipement d'un montant de 9000 euros au budget Syndical au titre de l'exercice 2016, comme cela avait déjà été le cas en 2015.

Cette subvention fondée sur les dispositions de l'article L.5212-19 4 du CGCT est reconduite sur le budget communal 2016 en dépense d'investissement au compte 20415 « Subventions d'équipements versées aux organismes publics / Groupements des collectivités ».

Il est proposé de valider le versement au Syndicat d'une subvention d'équipement de 9000euros pour l'exercice 2016 afin de contribuer au financement du programme d'investissement issu des schémas directeurs. Il convient aussi de charger Monsieur le Maire d'entreprendre toutes les démarches nécessaires pour permettre l'exécution de ce versement, notamment sa communication au Président du Syndicat du Haut Gard ainsi qu'au trésorier de la Commune.

Didier HUOT fait une remarque sur l'expression « a décidé », et précise qu'il serait souhaitable de la remplacer par « a sollicité ».

Puis il est fait état de problème de faible pression chez Mr LEGAILLARD, problème à soumettre au syndicat afin de le résoudre.

Approuvé à l'unanimité

Question 9 : Renouvellement de convention de partenariat avec l'établissement Public de Coopération Culturelle du Pont du Gard

Rapporteur : Gérald MISSOUR

La convention de partenariat signée entre la Commune et l'EPCC du Pont du Gard a rencontré un vif succès auprès de nos administrés.

Le Conseil d'Administration de l'EPCC a souhaité proposer à toutes les communes gardoises de renouveler cette convention et de permettre ainsi aux Gardois de bénéficier de la gratuité totale d'accès au Site du Pont-du-Gard et de conditions préférentielles en billetterie pour les grands événements du Pont.

Pour cela, il est proposé de renouveler la convention de partenariat pour l'année 2016 (renouvelable 2 ans) dont la contrepartie sera pour la Commune d'assurer la promotion du Site du Pont du Gard et de ses activités sur le territoire de la Commune via nos outils de communication (l'EPCC mettra à disposition de la commune tous les documents nécessaires). Ainsi il est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention.

Il sera bon d'interroger un représentant du Pont du Gard afin de savoir si chaque possesseur de carte doit faire une demande de renouvellement.

Approuvé à l'unanimité

Question 10 : Convention de mise à disposition ponctuelle d'un hébergement en contrepartie de racontées par une conteuse entre la Commune et l'association Sac à mots.

Rapporteur : Gérald MISSOUR

L'association nazairienne (44) « Sac à mots », dont l'objectif statutaire est la défense et la promotion de la culture orale propose à la commune de mettre à sa disposition une « Colporteuse d'histoires », Madame Michèle Réveil surnommée MIREUREU.

Cette Dame entreprend un tour des Saint-Nazaire de France pour y faire des interventions de « racontées ».

Il nous est proposé deux interventions gratuites (une à destination des enfants et une des adultes), entre le 16 et le 25 janvier 2017. Afin de bénéficier de la gratuité de ces interventions la mairie doit proposer un hébergement à la conteuse.

Il est proposé d'héberger Madame Réveil au studio meublé sis aux écoles.

Pour ce faire une convention doit être établie.

Il est proposé de prendre connaissance de ce projet, d'approuver la convention de mise à disposition d'un hébergement et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer.

Approuvé à l'unanimité

Question 11 : Règlement du cimetière

Rapporteur : Vincent LEVANTERI

Il est proposé de prendre connaissance du projet de règlement du cimetière, de l'approuver, d'autoriser Monsieur le Maire à le signer et de considérer que celui-ci sera formalisé par l'élaboration d'un arrêté du Maire et affiché à chaque entrées du cimetière.

Approuvé à l'unanimité

Question 12 : Modification du Règlement des Nouvelles Activités Périscolaires

Rapporteur : Marie-Diane ALLEMAND

Il est proposé de prendre connaissance du règlement des NAP modifié (cf. surlignements), de l'approuver, d'autoriser Monsieur le Maire à le signer et de considérer que celui-ci sera remis lors des inscriptions.

Bernard SCHAEFFNER regrette que ces activités ne soient pas complètement gratuite, ce sur quoi Mr le maire répond, que cela engendrerait des couts supplémentaires dans la mesure où il faudrait prévoir une organisation et un encadrement pour la totalité des élèves, et la gestion prévisionnelle des activités est beaucoup plus fiable du fait de contribuer financièrement aux activités.

Approuvé à la majorité (2 Contres)

Question 13 : Modification du Règlement des services périscolaires

Rapporteur : Marie-Diane ALLEMAND

Il est proposé de prendre connaissance du règlement des services périscolaires modifié (cf. surlignements), de l'approuver, d'autoriser Monsieur le Maire à le signer et de considérer que celui-ci sera remis lors des inscriptions.

Approuvé à l'unanimité

Question 14 : Mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel

Rapporteur : Gérald MISSOUR

Les dispositions du Décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel instaure un nouveau régime indemnitaire dans la fonction publique d'Etat.

Ce RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) est transposable à la Fonction Publique Territoriale depuis la parution de 5 arrêtés ministériels publiés au journal officiel des 19 et 26 décembre 2015. Le principe de libre administration permet aux collectivités territoriales et aux établissements publics de mettre en place ou non ce dispositif. Dans l'affirmative, il convient de prendre une délibération instaurant le dispositif ainsi que des arrêtés individuels.

Ce nouveau régime tend à valoriser principalement l'exercice des fonctions, à harmoniser et à simplifier les régimes indemnitaires applicables aux agents publics.

Depuis le 1^{er} Janvier 2016 et en l'état actuel de la réglementation, sont concernés les cadres d'emplois suivants : attachés territoriaux, secrétaire de mairie, rédacteurs territoriaux, adjoints administratifs, conseillers socio-éducatifs, assistants socio-éducatifs, ATSEM, agents sociaux territoriaux, éducateurs des APS, opérateurs territoriaux des APS, animateurs territoriaux et adjoints d'animation territoriaux.

Le RIFSEEP est composé de deux éléments :

- **L'IFSE** (Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise) versée mensuellement, a pour objectif de valoriser l'exercice des fonctions et les parcours professionnels des agents. Elle repose sur la prise en compte de l'expérience de l'agent et sur l'établissement de critères professionnels répartis en trois groupes :
 - Fonctions d'encadrements, de coordination, de pilotage ou de conception,
 - Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
 - Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Ces critères doivent permettre de répartir les différents postes de la collectivité au sein de groupes de fonctions hiérarchisés dont le nombre est fixé par la circulaire du 05 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP.

- **Le CIA** (Compléments Indemnitaire Annuel) qui peut être versé annuellement en une ou deux fractions est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir de l'agent. L'appréciation de la valeur professionnelle se fonde sur l'entretien professionnel.

Le montant maximal du CIA est fixé par arrêté par groupe de fonctions et le montant individuel est fixé en 0 et 100% de ce montant. La circulaire préconise que ce montant n'excède pas 15% du plafond global de RIFSEEP pour la catégorie A, 12% pour la catégorie B et 10% pour la catégorie C.

Les indemnités du RIFSEEP sont exclusives par principe de toute autre régime indemnitaire de même nature et ne se cumule donc pas avec toutes les primes actuelles liées aux fonctions, responsabilités, sujétions et manière de servir et notamment la PFR (Prime de Fonctions et de Résultats). Cette dernière a été abrogée au 31 décembre 2015, il convient donc de la remplacer par l'IFSE pour les cadres d'emplois des administrateurs, des attachés territoriaux, et des secrétaires de mairies.

Au sein de notre Collectivité un seul agent est concerné par l'instauration du RIFSEEP.

Il est proposé :

Sur la mise en place de l'IFSE :

D'instituer selon les modalités applicables à la Fonction Publique d'Etat le RIFSEEP à un seul agent dont le grade est attaché territorial. Ainsi de positionner cet agent dans le groupe comme suit :

Groupes	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétion	Plafonds annuels
1	Responsabilité de direction ou de service / fonction de coordination ou de pilotage	2 680 euros

Il est précisé que l'IFSE sera réexaminé en décembre 2016 pour 2017, la transition entre les deux régimes indemnitaire de cet agent (PFR et RIFSEEP) ayant créé un déséquilibre.

Il est précisé que conformément au décret 2010-997 du 26 Août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des Magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés :

En cas de congé de maladie ordinaire, pour accident de service et de maladie professionnelle : l'IFSE suivra le sort du traitement.

Pendant les congés annuels et les congés pour maternité ou accueil d'enfant ou adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement.

En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement de l'IFSE est suspendu.

L'IFSE sera versée mensuellement et son montant est proratisé en fonction du temps de travail.

Une fois délibéré, les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} juillet 2016.

Sur la mise en place du CIA :

D'instituer le CIA pour l'agent concerné comme suit :

Groupes	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétion	Plafonds annuels
1	Responsabilité de direction ou de service / fonction de coordination ou de pilotage	1400 euros

Les conditions de maintien du CIA sont les même que l'IFSE.*

Le CIA fera l'objet d'un seul versement et ne sera pas reconductible une année sur l'autre de façon automatique. De la même façon que pour l'IFSE, le CIA est proratisé en fonction du temps de travail.

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} juillet 2016 et feront l'objet d'un arrêté individuel pris par l'autorité territoriale.

Il est précisé que les crédits correspondants sont prévus et inscrits au budget.

Il est proposé d'approuver ce régime indemnitaire.

Approuvé à l'unanimité

Le Maire,
G. MISSOUR